

Qui est María Corina Machado, opposante de droite au Venezuela

Lorenzo Santiago

Le principal candidat de l'opposition aux élections au Venezuela est Edmundo González Urrutia.

[Edmundo González Urrutia](#) L'ancien diplomate se rendra au concours présidentiel du 28 juillet comme le nom fort du droit du pays d'essayer d'éviter la réélection de l'actuel président, Nicolás Maduro.[disputa presidencial de 28 de julho](#) Mais entre les deux, il y a une troisième figure qui est derrière la campagne d'Urrutia contre le gouvernement: l'ancienne députée ultralibérale María Corina Machado.[a ex-deputada ultroliberal María Corina Machado](#)

Plus qu'une marraine politique d'Urrutia, elle joue dans la campagne de ce secteur de droite, puisqu'elle a choisi l'ancien diplomate – jusqu'alors inconnu dans le monde politique vénézuélien – pour remplacer sa propre candidature présidentielle.

Pendant les actes de campagne, il est courant pour les partisans du droit de déclarer leur vote à María Corina, et non Edmundo, formant une sorte de consensus qu'une victoire d'Urrutia signifierait un futur gouvernement de Machado.[apoiadores da direita declarem seu voto em María Corina](#) Cependant, l'ancienne députée ne sera pas en mesure de se présenter et encore moins d'assumer la présidence, puisqu'elle n'est [pas en mesure d'exercer une fonction publique pendant 15 ans par la justice vénézuélienne](#).

L'affaire contre elle a commencé en 2015 et la peine de 15 ans a été libérée par le contrôleur général de la République en juin 2023. Selon l'agence, elle a commis "l'incohérence et la dissimulation" des avoirs dans la déclaration de patrimoine qu'elle a présentée dans la période au cours de laquelle elle était députée à l'Assemblée nationale (2011-2014). L'opposant, cependant, nie tout acte répréhensible et prétend subir une persécution.

Malgré le fait de jouer dans la campagne d'opposition des élections de 2024, l'histoire politique de María Corina Machado n'a pas commencé ces derniers mois. L'ancien législateur agit politiquement dans le pays depuis des décennies et participe aux coups d'État, appelle à des sanctions et à un soutien à l'intervention armée étrangère.

[Cliquez ici ou sur l'image ci-dessous pour suivre la couverture complète des élections au Venezuela.](#)



[Cliquez sur l'image pour suivre la couverture complète / Rafael Canoba/Brésil de Fato](#)

Une famille riche et une ONG financée par les États-Unis

L'opposant historique au Chavisme est la fille d'Enrique Machado Zuloaga, l'un des plus grands hommes d'affaires vénézuéliens, décédé en janvier 2023. Propriétaire de l'aciérie Sivensa, Zuloaga a même construit un empire lié à la branche des métaux lourds et à l'énergie qui, après sa mort, reste sous le commandement de la famille. L'actuel président de l'entreprise est Oscar Augusto Machado, cousin de María Corina.

Au début des années 1990, les entreprises de la famille Machado sont devenues les premiers exportateurs privés de pétrole du Venezuela, mais se sont heurtées au gouvernement de l'ancien président Hugo Chavez. En 2009, le représentant a décrété l'expropriation de deux branches de Sivensa. L'année suivante,

en 2010, à la suite d'une grève de travailleurs d'une autre filiale de Sivensa, Sidetur, l'ancien président a également nationalisé l'entreprise.

À cette époque, Machado a déjà agi politiquement dans le pays dirigeant une organisation fondée par elle-même appelée Súmate, qui est classée comme une ONG pour "surveiller les élections au Venezuela". Cependant, l'entité a eu une participation active aux mobilisations qui ont abouti au [coup d'État contre Chavez en 2002](#) et à la campagne pour l'appel à un référendum de rappel pour mettre fin au mandat de l'ancien président en 2004. Après la victoire de Chavista lors du vote avec près de 60% des voix, les directeurs du Sumath ont été accusés de complot par la Justice vénézuélienne pour avoir reçu des dons du National Endowment for Democracy (NED), une institution d'État américaine créée dans les années 1980 pour agir en politique étrangère américaine.

Coup d'État contre Chavez et visite de Bush

En plus du soutien de Sumato au coup d'État qui a renversé Chavez pendant 48 heures en 2002, María Corina a personnellement soutenu le gouvernement du coup d'État qui a saisi le pays momentanément cette année-là. À l'époque, le directeur de la principale entité commerciale du pays, Pedro Carmona Estanga, s'est proclamé président du Venezuela et a signé un décret qui a fermé le Congrès, annulé la Constitution, dissous la Cour suprême et suspendu les garanties légales. María Corina faisait partie de plus de 300 personnes qui faisaient partie du bref gouvernement de coup d'État et ont signé le soi-disant "décret de Carmona".

Après le coup d'État et la défaite lors du référendum sur les rappels en 2004, Machado a étendu son action et a cherché à obtenir un soutien international pour le Sumath. En 2005, il a visité la Maison Blanche et a rencontré le président américain de l'époque, George W. Bush. La réunion a généré la répudiation de Caracas, qui a affirmé qu'à ce moment-là, même l'ambassadeur du Venezuela à Washington n'a pas pu obtenir de réunion avec Bush.

Membre marié et *guarimbas* « guarimbas »

En 2010, Machado a été élu député par l'État de Miranda, mais n'a pas terminé le mandat. Elle a été destituée en 2014 après avoir accepté un poste d'ambassadrice du Panama auprès de l'OEA (Organisation des États américains), violant l'article 149 de la Constitution vénézuélienne qui empêche les agents publics d'accepter des postes de gouvernements étrangers sans l'autorisation du Congrès. Selon María Corina, le poste offert par le gouvernement panaméen servirait à "dénoncer les violences commises" par le président Nicolás Maduro.

Tout en occupant le poste à l'OEA, Machado a appelé à davantage de sanctions contre le Venezuela pour faire pression sur le gouvernement. La violence à laquelle María Corina a fait référence était les actions de la police contre plusieurs manifestations de l'opposition, qui sont devenues connues dans le pays sous le nom *guarimbas* de "guarimbas". La gâchette des marches a été les déclarations données en 2013 par le candidat de l'époque opposé à la présidence, Henrique Capriles, affirmant qu'il ne reconnaîtrait pas la victoire de Maduro et qu'il appellerait la population à protester contre les résultats électoraux.

Cependant, au fil des mois, les manifestations ont pris de l'ampleur et ont été marquées par le niveau élevé de violence employée par les manifestants mettant le feu à des bâtiments publics, attaqué le siège du parti de gauche et agressé les travailleurs qui ont refusé de se joindre aux marches. À cette époque, Capriles a tenté de conjurer son image des perturbations et des confrontations quasi quotidiennes entre la police et les manifestants. La décision a ouvert une faille pour que d'autres dirigeants de l'opposition prennent en charge la direction de la manifestation. Parmi eux se trouvait María Corina Machado.

Les " *guarimbas* " ont eu lieu trois ans plus tard, en 2017. Les manifestations de cette année-là ont cependant duré plus longtemps et se sont avérées encore plus violentes que celles de 2014. Selon la version du gouvernement, au moins six personnes ont été tuées et 23 ont été attaquées pendant les actes parce qu'elles étaient sympathisantes ou partisanes du chavisme.

Le cas le plus emblématique de la *violence* des "guarimbas" s'est produit en mai 2017, lorsque Orlando Figuera, un jeune de 22 ans, a été lynché, poignardé et a vu son corps brûlé après avoir été accusé d'être un Chavista lors d'une marche dans l'est de Caracas. Selon la mère du garçon, qui l'a trouvé à l'hôpital toujours en vie, les participants de la marche ont demandé à Figuera s'il était un Chavista et le jeune homme a répondu que oui. "Ils l'ont poignardé, l'ont lynché, mis du gaz et brûlé. Ils l'ont brûlé vif parce qu'il était noir et parce qu'il était chaviste", a déclaré sa mère dans une interview au journal portugais *Público*.

Visite au Brésil et mesure de précaution

Au milieu des premiers « *guardiembas* » et peu après avoir été destitué, María Corina s'est rendue au Brésil en avril 2014. À l'invitation du sénateur de l'époque, Ricardo Ferraço, Machado a été reçu au sein de la commission des relations étrangères du Sénat, où il a été salué par le banc de l'opposition de l'époque à l'ancienne présidente Dilma Rousseff et interrogé par les sénateurs de la base au pouvoir. Des manifestations de mouvements populaires contre la présence de l'adversaire ont également été enregistrées à Brasilia. Le passage à travers le pays comprenait également une réunion avec le gouverneur de São Paulo et l'actuel vice-président, Geraldo Alckmin, et la participation à l'émission Roda Viva de TV Cultura.

En juin de la même année, après son retour au Venezuela, María Corina a été formellement inculpée par le parquet pour sa participation aux épisodes violents qui se sont produits lors des manifestations de l'opposition. En outre, elle a été accusée d'avoir participé à un plan pour un autre coup d'État, cette fois pour renverser Maduro. La plainte a été accueillie par le député après la fuite de courriels présumés échangés entre Machado et d'autres opposants traitant d'un complot de coup d'État "avec le soutien de Washington".

Au cours des enquêtes, le député a demandé au juge une mesure de précaution pour empêcher l'opposant de quitter le pays pendant la procédure.

Juan Guaido et le blocus américain

En 2019, l'opposition a fait un pas de plus sur la voie insurrectionnelle pour tenter d'accéder au pouvoir en soutenant l'autoproclamation [de l'ancien député Juan Guaido](#) en tant que "président intérimaire" du pays. Le plan a été intégré dans la stratégie dite de "pression maximale" élaborée par Donald Trump lors de son passage à la Maison Blanche. Alliés à Guaido et au "gouvernement intérimaire", les sanctions américaines contre l'industrie pétrolière visaient à créer un chaos économique et politique et ainsi à forcer la sortie de Maduro du pouvoir.

En dehors des projecteurs, María Corina a soutenu Guaido tout au long de la période "internée", bien qu'elle n'ait jamais occupé aucun poste de ceux créés par le gouvernement parallèle. C'est aussi pendant cette période que l'opposant a commencé à parler plus ouvertement d'une "intervention militaire étrangère" au Venezuela pour renverser le gouvernement chaviste.

"Si la menace n'est pas réelle, le régime ne cédera pas", a déclaré Machado à la BBC en 2019. L'année suivante, dans une interview accordée à l'agence allemande Deutsche Welle, l'ancien député a même appelé à une "intervention militaire chirurgicale, qui retire Maduro du pouvoir".

Malgré la défaite électorale de Trump en 2020 contre la fin du "gouvernement intérimaire" de Guaido en 2022 et même pendant la campagne électorale du Venezuela, María Corina continue de soutenir la politique de sanctions américaines contre le Venezuela, qui forment aujourd'hui un ensemble de plus de 900 mesures prises contre les institutions, les entreprises publiques et les fonctionnaires.

Ultralibéral et ami de l'extrême droite

Les positions de María Corina, au cours des dernières années, ont été marquées par l'opposition au chavisme et aux politiques économiques des gouvernements Chavez et Maduro. Cependant, ce n'est qu'au

cours de la dernière année que ses idées politiques, économiques et sociales ont pris plus d'importance dans la presse nationale et internationale.

L'une des principales propositions de Machado est de privatiser la plupart des biens et des entreprises publiques du Venezuela, y compris la compagnie pétrolière PDVSA. L'entreprise est principalement responsable de la collecte des monnaies de l'État et, malgré la crise et les sanctions, reste le pôle le plus dynamique de l'économie vénézuélienne. L'opposition, cependant, n'a pas encore soumis de plan sur la façon dont elle exécuterait la vente de la société d'État.

La proposition est basée sur des idées ultra-libérales que Machado défend depuis des années et qui sont dans le statut du parti qu'elle a fondé en 2012, le Veneusa Wind: l'État minimum, la prédominance de la propriété privée et le protagonisme du secteur des affaires.

Dans la sphère sociale, bien qu'il reste neutre sur des questions telles que la légalisation de l'avortement et l'égalité de mariage, Machado adopte un discours conservateur qui se répercute entre les opposants plus radicaux au chavisme, en plus d'être en phase avec certaines forces politiques d'extrême droite d'autres pays, comme le parti Vox, d'Espagne, et avec des chiffres liés au "bolsonarisme" au Brésil.

La preuve en est que l'ancien député vénézuélien est l'un des signataires de la Lettre de Madrid, manifeste créé en 2020 avec le soutien de plusieurs courants et personnages de l'ultra-droite, comme Eduardo Bolsonaro, fils de l'ancien président Jair Bolsonaro, Javier Milei, président de l'Argentine, et Giorgia Meloni, Premier ministre de l'Italie.

Comité du Sénat

Maria Corina Machado a été invitée par l'ancien juge et sénateur Sergio Moro (Union Brésil) à assister à une audition de la commission de la sécurité publique du Sénat brésilien en septembre 2023. Elle a assisté à la vidéoconférence et a reçu des éloges des cinq seuls sénateurs présents, tous liés au domaine politique "bolsonariste": Hamilton Mourão (républicains), Esperidião Amin (PP), Jorge Seif (PL), Eduardo Girão (Novo) et Sergio Moro (Union Brésil). [compareceu por videoconferência e recebeu elogios dos únicos cinco senadores presentes](#)

Elle a présenté quelques propositions de campagne, critiqué le gouvernement de Nicolás Maduro et a déclaré qu'elle serait prête à les accueillir à Caracas pour d'éventuelles visites officielles.

Hors des élections de 2024

[Même avec l'incapacité](#), Machado a participé aux primaires de l'opposition en gagnant et en augmentant la tension autour de sa participation aux élections de 2024.

Le gouvernement et une partie de l'opposition [ont signé en octobre 2023 un accord à la Barbade](#) pour délimiter les règles initiales pour les élections. Parmi les termes définis, il y avait la révision des personnes handicapées par la Cour suprême de justice (TSJ). En décembre 2023, l'ultralibéral a déposé une demande dans la TSJ pour revoir son incapacité. La décision du tribunal a été rendue publique en janvier, confirmant l'impossibilité de se présenter.

En dehors du différend, elle a tenté d'apaiser une professeure d'université nommée Corina Yoris pour le différend, mais n'a reçu aucun soutien d'autres partis d'opposition. Machado a ensuite entamé un affrontement personnel avec le gouverneur de Zulia, Manuel Rosales, qui était également inscrit comme candidat. Le différend a eu lieu autour de qui serait le candidat qui formerait un consensus sur la plate-forme unitaire. L'ultra-libéral a réussi à trouver un accord avec Rosales pour soutenir Edmundo González Urrutia.